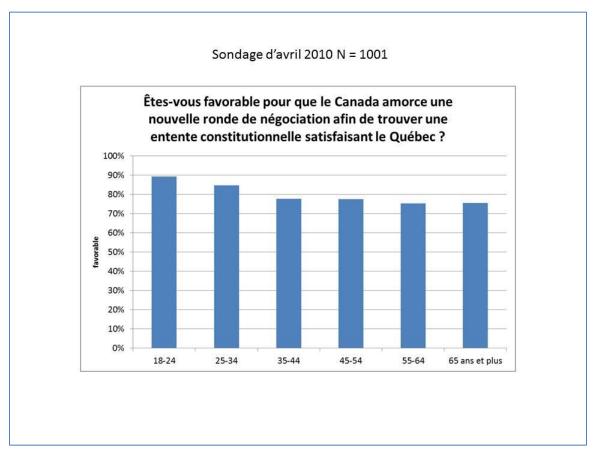
LA QUESTION NATIONALE ET LA TROISIÈME VOIE

Pierre-Alain Cotnoir, 1er février 2016

Le premier graphique illustre par cohortes d'âges comment les Québécois apparaissaient en 2010 favorables à donner "une dernière chance" à une entente constitutionnelle avec le Canada. Elle date de quelques années, mais je pourrais bien gager que cette distribution n'a pas vraiment changé dans la tendance exprimée, sinon que les écarts entre les moins de 35 ans et 35 ans et plus se seraient accrus.

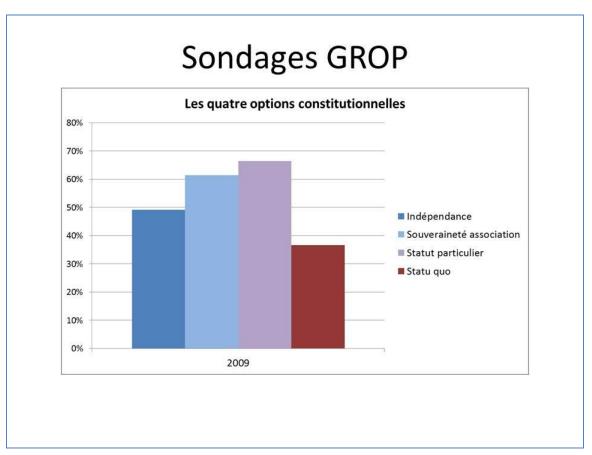


Graphique 1

Le deuxième graphique présente les quatre options constitutionnelles soumises depuis des décennies à l'appréciation des répondants québécois lors de sondages. Ce graphique illustre bien que c'est l'option du statut particulier qui l'emporte sur toutes les autres (les répondants étaient appelés à se prononcer s'ils étaient favorables à l'une ou l'autre option, ils pouvaient donc se montrer favorables à plusieurs). Malheureusement, c'est la moins populaire, c'est-à-dire le statu quo, qui s'impose dans les faits, résultat du blocage constitutionnel produit par notre incapacité à sortir de l'ornière partisane.

Le plus fou, c'est que jamais, les Québécois n'ont eu la possibilité de se prononcer sur l'option qu'ils privilégient dans leur pluralité... Les souverainistes parce qu'ils disent que ce chemin mène à un cul-de-sac, les fédéralistes parce qu'ils se satisfont du statu quo. Les deux le jugent impraticable, alors qu'ils ne l'ont jamais vraiment emprunté. Si c'est réalisable,

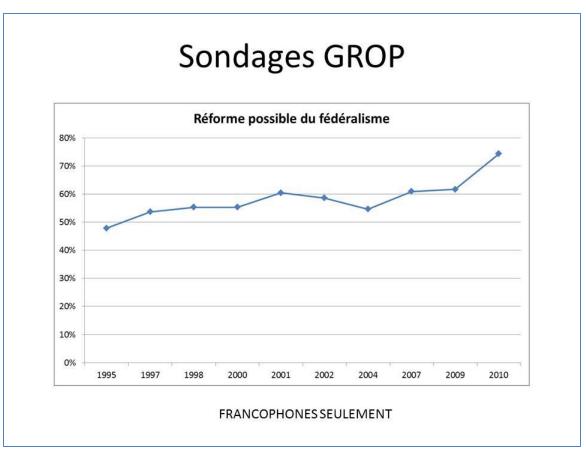
ça montrerait que le fédéralisme est réformable de manière à satisfaire les aspirations d'une majorité de Québécois, ce qui effraie les souverainistes. Si c'est irréalisable, cette démonstration rendrait claire à bien des Québécois que ce chemin ne constitue qu'une "grande illusion", ce qui effraie les fédéralistes.



Graphique 2

Le dernier graphique montre comment depuis 20 ans un nombre de plus en plus important de Québécois francophones croit qu'il demeure possible de "réformer le fédéralisme canadien de manière à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada".

Bref, l'option préférée des Québécois n'a jamais été soumise au vote référendaire du peuple du Québec. Si cette proposition devait se buter à un refus obstiné au sein du Canada anglais, cet exercice ouvrirait les yeux à tous ceux qui auraient exprimé leur confiance dans une réforme possible du système fédéral en votant pour plus d'autonomie pour le Québec et ils en tireraient alors leurs propres conclusions. Dans le cas contraire, le Québec aurait enfin progressé en trouvant un terrain d'entente au sein du Canada, ce qui pourrait tout autant s'avérer une avenue fort convenable pour sortir du blocage actuel.



Graphique 3